



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 19 au 25 avril 2021

Sommaire

Fait marquant

- L'autorité de la concurrence britannique lance son enquête sur le rachat d'*Arm* par *Nvidia*, à la fois sur des motifs de concurrence et de sécurité nationale

Economie numérique et régulation

- Le Trésor britannique va mettre en œuvre les recommandations des rapports Kalifa et Hill afin de soutenir le secteur des *fintechs*
- L'autorité de la concurrence britannique appelle à un renforcement des contrôles de concentration au niveau international

Télécommunications et réseaux

- Le groupe de travail sur la diversification des télécommunications a publié son rapport
- Le gouvernement lance une consultation pour accélérer le déploiement d'équipements 5G

Données

- Rapport : [Practical Lessons for Government AI Projects, Evidence from Four Smart City Initiatives, Oxford Commission on AI Good Governance, Avril 2021](#)

Cyber-sécurité

- Le directeur des services de renseignement britanniques alerte sur le risque de perte de contrôle des technologies-clé
- Le gouvernement souhaite renforcer la cyber-sécurité des appareils connectés

Nouvelles technologies

- L'autorité britannique de régulation de l'aviation autorise un projet pilote de drones de livraison

🔍 Fait marquant : L'autorité de la concurrence britannique lance son enquête sur le rachat d'Arm par Nvidia, à la fois sur des motifs de concurrence et de sécurité nationale

Le Secrétaire d'Etat au numérique Oliver Dowden a publié lundi 19 avril un avis (*public interest intervention notice*) visant à lancer l'examen de l'opération de rachat du britannique Arm par l'américain Nvidia pour motif de sécurité nationale, au titre de l'*Enterprise Act* de 2002. Cette législation permet au gouvernement britannique, après examen par la *Competition and Markets Authority* (CMA – Autorité de la concurrence britannique), de conditionner voire de bloquer des opérations de fusion ou d'acquisition en raison d'intérêts publics. Le géant des semi-conducteurs Nvidia a annoncé en septembre 2020 son intention de racheter pour 40 Md\$ le fabricant britannique – en position quasi-monopolistique – de blocs de propriété intellectuelle pour les cœurs de micro-processeurs. Or, ces derniers sont essentiels aux technologies telles que la 5G ou l'informatique quantique, et sous-tendent l'infrastructure nationale critique et certaines technologies de défense du Royaume-Uni. Oliver Dowden souligne que le RU souhaite « soutenir son industrie technologique florissante et accueillir les investissements étrangers », mais également « examiner correctement les implications d'une telle transaction sur la sécurité nationale ».

La CMA, qui avait déjà [annoncé](#) début janvier l'examen de la transaction au titre du contrôle des concentrations, a donc été chargée par le gouvernement de préparer un rapport portant à la fois sur les aspects de concurrence et de sécurité nationale, lançant officiellement la « phase 1 » de son enquête. Elle a jusqu'au 30 juillet 2021 pour rendre ses recommandations qui peuvent être les suivantes : autorisation sans condition, autorisation avec conditionnalité, ou renvoi vers la « phase 2 » de l'enquête pour un examen plus approfondi (que ce soit pour des raisons d'intérêt public et de concurrence ou pour des raisons d'intérêt public seules). Si le Secrétaire d'Etat au Numérique choisit d'autoriser la transaction sans condition (car il estime qu'il n'y a pas de motif de blocage au titre de la sécurité nationale), mais que le rapport de la CMA mettait en avant l'existence de problèmes de concurrence, il lui demandera alors de traiter la transaction dans le cadre de la procédure « ordinaire » de contrôle des concentrations (dans laquelle la décision de bloquer ou autoriser la transaction ne revient pas au gouvernement).

Cette décision d'intervention pour motif de sécurité nationale, qui réduirait la probabilité de conclusion de la vente à 10 % selon *Citygroup*, apparaît ainsi comme un signe d'une plus grande prise en compte par le gouvernement de la stratégie industrielle et de la protection des intérêts nationaux britanniques.



🌐 Economie numérique et régulation

1 Le Trésor britannique va mettre en œuvre les recommandations des rapports Kalifa et Hill afin de soutenir le secteur des *fintechs*

S'exprimant à l'occasion de la [Fintech Week](#), le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak a exprimé l'intention du Trésor britannique de saisir les opportunités offertes par le Brexit afin de renforcer l'avantage concurrentiel du pays dans le domaine des *fintechs*, qu'il s'agisse du soutien réglementaire, du soutien au développement des entreprises, ou des travaux autour des *Central Bank Digital Currency* (monnaies digitales de banque centrale). Il a également [confirmé](#) que le Royaume-Uni mettrait en œuvre un grand nombre des recommandations formulées dans les récentes *Kalifa Review of Fintech* et *UK Listings Review*. En outre, la *Financial Conduct Authority* (régulateur des marchés financiers) va mettre en œuvre la recommandation du rapport Kalifa de mise en place d'une « *Scalebox* » à destination des *FinTech* : ainsi une « pépinière réglementaire » (*regulatory nursery*) devrait être créée d'ici l'automne 2021 afin de fournir un soutien supplémentaire aux entreprises nouvellement autorisées.

2 L'autorité de la concurrence britannique appelle à un renforcement des contrôles de concentration au niveau international

Dans un [communiqué de presse](#) commun, la *Competition and Markets Authority* (CMA – Autorité de la concurrence britannique), aux côtés des autorités australienne et allemande de la concurrence, a prôné la mise à jour des règles en matière d'acquisition à l'échelle internationale, y compris dans le domaine numérique. Face à des forts niveaux de concentration des marchés, notamment technologiques (dont les stratégies d'acquisition agressives des géants de la Tech), la CMA plaide pour des contrôles de concentration plus efficaces, en renforçant notamment les engagements structurels exigés lors des transactions.

🌐 Télécoms et réseaux

1 Le groupe de travail sur la diversification des télécommunications a publié son rapport

La *Telecoms Diversification Taskforce*, [mise en place](#) en septembre 2020 pour conseiller le gouvernement sur sa [stratégie](#) de diversification de la 5G, a publié son [rapport](#) le 20 avril. Le groupe de travail établit des recommandations dans quatre domaines clés :

1. La mise en place d'une stratégie d'influence sur les standards de télécommunications dans les organismes de normalisation, afin d'encourager les meilleures pratiques en matière de sécurité et de réseaux ouverts ;
2. La création d'un environnement propice à la diversification par le biais de politiques gouvernementales et réglementaires, grâce par exemple à la mise en place d'un calendrier pour

- la fermeture progressive des réseaux 2G et 3G afin de soutenir l'entrée de nouveaux fournisseurs sur le marché britannique ;
3. L'accélération du développement et de l'adoption de l'*Open RAN* par l'intermédiaire d'interventions et d'investissements ciblés, tels que la création d'un fond pour le développement de nouveaux produits utilisant cette technologie ;
 4. L'investissement dans la recherche et innovation à long terme afin de développer une offre britannique pour les générations actuelles et futures de technologies de télécommunications.

2 Le gouvernement lance une consultation pour accélérer le déploiement d'équipements 5G

Le gouvernement a lancé le 19 avril une [consultation](#) de 8 semaines sur ses propositions de réforme du droit de la planification pour les infrastructures de communications électroniques. Ces propositions ont pour objectif d'accélérer le déploiement des équipements 5G et d'améliorer la couverture mobile, notamment dans les zones rurales et sur les routes. Les principales modifications proposées, favorablement accueillies par les principaux opérateurs mobiles (*EE, O2, Three* et *Vodafone*), sont :

- La possibilité pour les opérateurs mobiles d'augmenter la taille des pylônes, afin qu'ils puissent être mis à niveau pour la 5G et partagés entre opérateurs (de 2 mètres en largeur et de 5 mètres en hauteur – soit une augmentation d'environ 20 %), sans autorisation préalable pour les pylônes existants et avec l'autorisation des autorités locales pour les nouveaux pylônes,
- La possibilité, sous réserve d'une autorisation préalable, de construire des pylônes sur des bâtiments à proximité des autoroutes afin d'améliorer la couverture mobile des réseaux routiers,
- Une plus grande flexibilité d'installation pour certains pylônes, moins intrusifs visuellement, utilisés pour le déploiement de la 5G dans les zones non protégées.

Données

1 [Rapport : Practical Lessons for Government AI Projects, Evidence from Four Smart City Initiatives, Oxford Commission on AI Good Governance, Avril 2021](#)

L'*Oxford Internet Institute*, institut de recherches sur les implications sociétales d'internet, avait établi en juillet 2020 une [commission](#) chargée de définir des principes d'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour les décideurs politiques. Cette dernière a publié son rapport final qui énonce 5 recommandations basées sur des cas d'usages de *smart city* (qui incarnent l'intégration de l'IA dans la prestation de services publics) :

- Évaluer « de manière critique » si l'IA peut contribuer aux défis de gouvernance,
- Établir un processus d'évaluation de l'utilité de la technologie, avant et après son déploiement (études de faisabilité, contrôle de la qualité, etc.),
- Renforcer le pouvoir de négociation du gouvernement avec les fournisseurs d'IA,
- Assurer la durabilité des projets d'IA en termes de ressources humaines et financières,

Gérer la cyber-sécurité et la confidentialité des données.

Cyber-sécurité

1 Le directeur des services de renseignement britanniques alerte sur le risque de perte de contrôle des technologies-clé

Dans un discours tenu le 23 avril, Jeremy Fleming, directeur du *Government Communications Headquarters* (GCHQ, service gouvernemental responsable du renseignement d'origine électromagnétique), a affirmé la nécessité pour le RU de maintenir le rythme d'autres puissances dans le développement de « technologies souveraines », telles que les ordinateurs quantiques et l'intelligence artificielle. S'il ne les a pas mentionnés directement, le directeur a fait allusion aux États chinois et russes, qui risquent de prendre de l'avance sur certaines technologies, telles que la 5G. Selon lui, les technologies-clé sur lesquelles les États s'appuient pour leur future sécurité et prospérité, comme le cryptage sécurisé, risquent de ne plus être "façonnées et contrôlées par l'Occident", qui fait face à « un moment de vérité ». Par ailleurs, Jeremy Fleming a appelé le RU à travailler avec ses alliés à la construction de « meilleures cyber-défenses ».

Nouvelles technologies

1 L'autorité britannique de régulation de l'aviation autorise un projet pilote de drones de livraison

La *Civil Aviation Authority* (CAA) a [autorisé](#) le 20 avril l'entreprise *Sees.ai* à effectuer des vols réguliers au-delà de la ligne de vue du pilote – à ce jour interdits – sur trois sites industriels au Royaume-Uni, afin de tester la sécurité d'une nouvelle technologie de drones télé-pilotés à distance et s'appuyant sur des caméras et capteurs. Leurs pilotes pourront être basés à des centaines voire des milliers de kilomètres de leur appareil, ce qui ouvre la voie à de nouveaux usages logistiques, tels que les livraisons ou l'inspection d'infrastructures critiques (centrales nucléaires ou réseaux de transport, par exemple). Ce projet pilote fait partie du centre d'innovation de la CAA, qui étudie la manière dont la régulation de l'espace aérien britannique pourrait encourager en toute sécurité l'innovation dans des domaines tels que l'intelligence artificielle ou le vol autonome.

Ecosystème tech

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 19 et 25 avril 2021 :

- [Synthesia](#), AI (création de vidéos professionnelles à partir de texte) : [Série A, 12,5 M\\$](#)
- [Payhawk](#), FinTech (logiciel de gestion des dépenses) : [Série A, 20 M\\$](#)
- [Proximie](#), HealthTech (réalité augmentée pour opérations) : [Série B, 38 M\\$](#)
- [Current Health](#), HealthTech (plate-forme de gestion de soins à distance) : [Série B, 43 M\\$](#)
- [FintechOS](#), FinTech (transformation digitale de services financiers) : [Série B, 60M\\$](#)
- [Zilch](#), FinTech (paiements Buy Now Pay Later) : [Série B, 80 M\\$](#)
- [Starling Bank](#), FinTech (banque numérique pour les PME) : [Série D \(extension\), 50 M£](#)
- [Biomicrogel](#), Cleantech (solutions de nettoyage à base de biomicrogel) : [Venture Round, 13 M\\$](#)
- [Basis Technologies](#), Software (plateforme automatisée de tests pour SAP) : [Venture Round, 25 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international